

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes

Tarbes, le 17/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BIOGAZ AUCH SAS**

11 rue Mogador  
75009 Paris

Références : 2024 - 0244-Dp  
Code AIOT : 0006808579

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement BIOGAZ AUCH SAS implanté ZA de Lamothe 32000 Auch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOGAZ AUCH SAS
- ZA de Lamothe 32000 Auch
- Code AIOT : 0006808579
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Biogaz Auch est une unité de méthanisation autorisée par arrêté préfectoral du 31 janvier 2011. Cette unité est exploitée depuis 2020 par le groupe Evergaz, avec un récépissé de changement d'exploitant délivré par la préfecture le 20 janvier 2021.

Dimensionné pour un tonnage entrant de 44 000 t/an, l'exploitant traite actuellement 10 000 t/an de déchets.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|---|-----------------------|
| 6  | valeurs limites dans les rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 4.2.4 | Demande de justificatif à l'exploitant  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Liste des substances PFAS                            | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2     | Sans objet        |
| 2  | Réalisation des campagnes d'analyse                  | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3     | Sans objet        |
| 3  | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4     | Sans objet        |
| 4  | Exigences pour le prélèvements                       | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4     | Sans objet        |
| 5  | Déclaration des résultats GIDAF                      | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4     | Sans objet        |
| 7  | Alimentation en combustible biogaz                   | Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 9.1.7 | Sans objet        |
| 8  | Admission des biodéchets                             | Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.4.1 | Sans objet        |
| 9  | Traçabilité des déchets                              | Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.4.3 | Sans objet        |
| 10 | teneurs maximales en impuretés                       | Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 6.1   | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la première visite d'inspection d'avril 2023, l'exploitant a mis en place des actions correctives permettant de lever l'ensemble des non-conformités. Un seul constat persiste concernant la conformité des rejets en sortie du moteur de cogénération (en attente des résultats de la prochaine campagne de surveillance des rejets).

Concernant le sujet de l'identification des rejets PFAS, l'exploitant respecte bien les exigences de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitation du déconditionneur de biodéchets ( phase temporaire) respecte également les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des ICPE. Il a notamment la conformité de la traçabilité des biodéchets admis. Un dossier de porter à connaissance devra être transmis pour la demande de mise en place permanente d'un déconditionneur de biodéchets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.<br><br>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a recherché les PFAS potentiellement émis par son installation en se basant sur les données issues des fiches de données de sécurité (base SEIREACH). Les seuls produits utilisés sur le site sont des produits de nettoyage, désinfection, huiles moteur...L'exploitant a aussi pris contact avec la société DESAUTEL (courriel du 28/02/2024) pour avoir l'information concernant la présence éventuelle de PFAS dans les produits d'extinction d'incendie. A ce jour, il n'a pas eu de réponse. Les fournisseurs des équipements n'ont pas été sollicités. Au vu de ces éléments, l'exploitant s'est engagé à réaliser les campagnes de surveillance sur les 20 PFAS listés dans l'arrêté du 20/06/2023. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>-   |

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

#### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>  |
| <b>Constats :</b> <p>L'exploitant a prévu de réaliser les campagnes de surveillance sur son point de rejet (sortie bassin eaux pluviales), seul exutoire des rejets aqueux du site, ainsi que sur le digestat brut. L'exploitant a indiqué analyser le digestat brut et non le digestat liquide, car selon les épandages, l'exploitant est autorisé à épandre le digestat brut directement. La différence du taux de matières sèches entre le digestat brut et le digestat liquide est faible (abattement de 2% - passage d'un taux de matières sèches de 7% à 5%). La campagne est prévue sur les 20 PFAS, ainsi que sur la substance AOF, conformément à l'arrêté du 20/06/2023. La première campagne est programmée le 26/04/2024, les autres sont déjà programmées pour mai et juin.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>-</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Les prélèvements et mesures seront réalisés par l'organisme EUROFINS, accrédité COFRAC.</p>  |

|  |
|--|
|  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> |
| -  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                     |

**N° 4 : Exigences pour le prélèvements**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 23 février 2024, l'exploitant a justifié de son impossibilité de réaliser des prélèvements sur 24 heures, du fait notamment d'un fonctionnement de rejet par bâchée en sortie du bassin d'orage. L'exploitant a prévu de réaliser plusieurs prélèvements ponctuels pour reconstituer un échantillon sur les 2 rejets (rejet eaux pluviales, bassin d'orage, digestat brut).</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit appliquer pour ses prélèvements ponctuels la norme NF FD T90-523-2 - Octobre 2019 partie 2 "eaux résiduelles", notamment le § 6.2.3 sur l'échantillonnage composite manuel. Un protocole d'échantillonnage pour chacun des deux effluents doit être mis en place.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 5 : Déclaration des résultats GIDAF**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> |
| <b>Constats :</b>  |

|  |
|--|
| L'exploitant devra déclarer les résultats sous GIDAF dans les délais annoncés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra s'assurer de la complétude du rapport d'analyses transmis, au delà des résultats d'analyses : mention de l'accréditation du laboratoire mandaté, méthodes d'analyses utilisées, résultats des plus récents blancs du système d'échantillonnage et analytique. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 6 : valeurs limites dans les rejets atmosphériques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 4.2.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites dans les rejets atmosphériques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de lavapeur d'eau (gaz secs) ;- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous   |
| <b>Constats :</b><br><br><u><b>Rejets en sortie du moteur de cogénération:</b></u><br>Lors de la visite d'inspection d'avril 2023, l'inspection des installations classées avait identifié un dépassement de la valeur limite d'émission pour la concentration d'acide fluorhydrique (HF) dans les gaz de combustion du moteur de cogénération (mesures réalisées en décembre 2022). Une nouvelle campagne réalisée par l'APAVE les 14 et 15 septembre 2023 a permis de justifier la levée de la non-conformité : concentration en HF de 0,3 mg/Nm <sup>3</sup> , ce qui est <u>conforme</u> à la valeur limite d'émission (VLE) de 5 mg/Nm <sup>3</sup> de l'article 4.2.4 de l'arrêté d'autorisation n°2011031-0002 du 31 janvier 2011.<br><br>Cependant, deux nouvelles non-conformités ont été relevées lors de ces mesures de septembre 2023 : un dépassement sur les oxydes d'azote (NOx), avec une concentration de 1 291 mg/Nm <sup>3</sup> , pour une VLE de 525 mg/Nm <sup>3</sup> et sur les oxydes de soufre (SO2), avec une concentration de 1 183 mg/Nm <sup>3</sup> , pour une VLE de 300 mg/Nm <sup>3</sup><br>Par mail du 27 octobre 2023, l'exploitant a informé la DREAL de ces non-conformités, liées probablement à une analyse peu représentative (analyse réalisée durant la phase transitoire de mise en marche du moteur de cogénération). Une nouvelle campagne de mesurage a donc été réalisée les 9 et 10 novembre 2023 par l'APAVE. Entre temps, l'exploitant a procédé, par précaution, à un changement du filtre à charbon actif en octobre 2023.<br>Ces dernières actions ont permis un retour à des rejets conformes des émissions de SOx (1,37 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE de 300 mg/Nm <sup>3</sup> ), mais à des concentrations restant non-conformes pour les NOx (3 191 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE de 525 mg/Nm <sup>3</sup> ).<br><br>A la suite de ce nouveau constat, l'exploitant a engagé deux actions :<br>- une demande envoyée à l'équipementier, responsable de la maintenance du moteur, Clarke |

Energy, afin de faire venir un technicien pour réglage du moteur permettant de respecter les VLE de l'article 4.2.4 de l'arrêté d'autorisation n°2011031-0002 du 31 janvier 2011. L'intervention du technicien sur le moteur a été programmée le jeudi 21 décembre 2023, la maintenance et les réglages réalisés ont permis d'abaisser la concentration en NOx en dessous de la valeur limite d'émission ( $430\text{mg/m}^3 < 525\text{ mg/Nm}^3$ ).

- changement du moteur de cogénération le 23 février 2024.

**Une nouvelle campagne de surveillance des émissions atmosphériques en sortie du moteur de cogénération est prévue les 24 et 25 avril 2024 pour justifier de la conformité des rejets atmosphériques en sortie du moteur de cogénération.**

Lors de la visite d'inspection, il a pu également être constaté que l'exploitant a mis en place un suivi du fonctionnement des charbons actifs, notamment de leur niveau de saturation (mesure amont et aval des charbons actifs des deux principaux paramètres: H2S et CH4).

**Rejets en sortie de la chaudière de location:**

La campagne de surveillance des rejets atmosphériques issus de la chaudière de location a été réalisée par l'APAVE le 09/11/2023. Une non-conformité en HF a été mesurée ( $17,4\text{ mg/Nm}^3$  pour une VLE de  $5\text{ mg/Nm}^3$ ). L'exploitant a du mal à expliquer ce dépassement, la chaudière fonctionnant uniquement au gaz naturel (pas d'utilisation du biogaz). Néanmoins, l'exploitant a engagé le plan d'action suivant :

- réfection du corps de la chaudière et maintenance complète effectuée le 22/02/2024 par la société BABCOCK,  
- offre signée le 11/12/2023 (référence BABCOCK PRJ 8647) pour la mise en place d'un skid de valorisation thermique (récupération des fumées du moteur dans un échangeur thermique) en lieu et place de la chaudière de location. L'exploitant prévoit sa mise en place pour septembre 2024.

De fait, considérant que la chaudière de location sera prochainement substituée, l'exploitant ne prévoit pas de réaliser une campagne de surveillance des émissions atmosphériques de cette dernière sur 2024. L'inspection des installations classées n'y voit pas d'objection.

L'exploitant a prévu d'adresser dans les prochaines semaines un porter à connaissance relatif à la mise en place du skid de valorisation thermique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1mois

**N° 7 : Alimentation en combustible biogaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/01/2011, article 9.1.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Alimentation en combustible biogaz

**Prescription contrôlée :**



|   |
|---|
| <p>Les réseaux d'alimentation en combustible biogaz doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur du local/de cogénération pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé : • dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, • à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. La coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en biogaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (détecteurs CH4) et un pressostat (3). Le dispositif pressostat permettant la détection de chute de pression dans la canalisation d'alimentation du biogaz est bien asservi à la coupure d'alimentation du biogaz et à l'arrêt des installations électriques. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux/conteneur où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection d'avril 2023, il avait été constaté l'absence de la double vanne automatique sur l'alimentation en biogaz.</p> <p>L'exploitant a pu justifier lors de l'inspection du 16/04/2024 de la présence d'une double vanne automatique fonctionnant sur le principe de différence de pression et asservie aux systèmes de détection incendie et détection gaz.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) doit être testée périodiquement.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 8 : Admission des biodéchets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.4.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission des biodéchets  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ne sont admis dans l'installation que les biodéchets dont la valorisation nécessite un déconditionnement, à l'exclusion : - des déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - des sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement du 21 octobre 2009 susvisé ; - des déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ; - des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par</p> |

|   |
|---|
| <p>désinfection ;</p> <p>Les déchets conditionnés dans des emballages en verre peuvent être admis mais doivent être traités par lots, sans être mélangés à d'autres flux de déchets.</p> <p>Les biodéchets non emballés peuvent être introduits dans le procédé de déconditionnement. Toutefois, ils doivent être traités par lots sans être mélangés avec des flux de biodéchets emballés.</p> <p>Le retour de pulpe en tête de traitement n'est autorisé qu'au sein d'un même lot, sous réserve que l'opération ait pour effet d'améliorer la qualité agronomique de la pulpe.</p> <p>Tout mélange de déchets dans le seul but de diluer les polluants ou impuretés est interdit.</p> <p>Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets ne respectant pas les critères mentionnés dans le présent article sont retournés à leur expéditeur ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour leur entreposage avant expédition.</p> <p>Une inspection visuelle est également menée avant le déconditionnement. Les déchets autres que ceux autorisés présents accidentellement sont retirés avant le déconditionnement et gérés comme refus de déconditionnement.</p> <p>Les prescriptions du présent point 3.4.1. et du quatrième alinéa du point 3.4.2. font l'objet d'une procédure écrite.</p> <p>Objet du contrôle : - présence d'une procédure écrite ; - absence de déchets dont l'admission est interdite (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - absence de mélange de biodéchets non emballés avec des biodéchets emballés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - le recours au retour de pulpe en tête de traitement n'est effectué qu'au sein d'un même lot ; - réalisation d'une inspection visuelle sur chaque chargement et avant déconditionnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un donner acte de Monsieur le Préfet du 01 mars 2024 autorise la société BIOGAZ AUCH à exploiter en phase temporaire une unité de déconditionnement de biodéchets. Cette phase de test doit permettre de valider les modalités d'exploitation en phase permanente, qui fera l'objet d'une demande de modification des conditions d'exploitation du site (projet soumis à déclaration au titre de la rubrique 2783).</p> <p>Dans le cadre de cette phase temporaire, l'exploitant se doit de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02 mars 2023.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté le respect des conditions d'admission des biodéchets sur cette phase temporaire. L'exploitant devra s'assurer lors de la phase permanente (flux de biodéchets plus conséquent) de la gestion par lot.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 9 : Traçabilité des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.4.3 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

|  |
|--|
| Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission. |
| <b>Constats :</b><br><br>La prescription est respectée.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>-                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 10 : teneurs maximales en impuretés**

|  |                  |              |               |                                   |
|--|------------------|--------------|---------------|-----------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 6.1   |                  |              |               |                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, teneurs maximales en impuretés   |                  |              |               |                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><b>6.1. Teneurs maximales en impuretés.</b><br>Les pulpes organiques respectent les teneurs maximales en inertes et impuretés suivantes :   |                  |              |               |                                   |
| Inertes et impuretés   | Plastique > 2 mm | Verre > 2 mm | Métaux > 2 mm | Plastique + verre + métaux > 2 mm |
| Teneurs maximales (g/kg de matière sèche)  | 3                | 3            | 3             | 5                                 |
| <p>La norme d'analyse utilisée doit être fiable et reproductible. Les méthodes publiées par le comité européen de normalisation sont présumées répondre à ces deux exigences.</p> <p>L'exploitant organise à fréquence trimestrielle au minimum, ou lors de toute modification notable d'approvisionnement en matières entrantes, une analyse des pulpes organiques selon un protocole d'échantillonnage destiné à assurer une bonne représentativité de la mesure, dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Lorsque les pulpes organiques sont issues d'un déconditionnement par lots en application des dispositions du point 3.4.1 de la présente annexe, les dispositions du présent article doivent être respectées avant leur mélange en vue de leur valorisation organique.</p> <p>En cas de non-conformité, l'exploitant en identifie les causes et met en place des mesures correctives adaptées. Une nouvelle analyse est alors réalisée sur le premier lot de production suivant la remise en service des équipements de déconditionnement.</p> <p>Un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes est joint au compte-rendu d'analyse.</p> <p>Ces compte-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |                  |              |               |                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a réalisé le prélèvement qu'il a congelé en vue de son envoi pour analyse. Plusieurs   |                  |              |               |                                   |

prélèvements ont été fait.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place un protocole d'échantillonnage destiné à assurer une bonne représentativité (en fonction du type de biodéchets reçus).

L'exploitant doit faire analyser les pulpes organiques à une fréquence trimestrielle et vérifier à la réception des résultats, la conformité aux teneurs maximales définies à l'article 6.1 de l'arrêté du 02/03/2023.

Les résultats de ces premières analyses devront être transmis dans le cadre du porter à connaissance relatif à la phase pérenne, permettant ainsi de justifier du niveau de pureté des pulpes organiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite